

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 15 MAI 1914

Proposition de Loi complétant les articles 162, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle, relatifs à la partie civile succombante.

MESSIEURS,

Nous avons eu l'honneur, mon regretté collègue M. Sam Wiener et moi, de déposer, à la séance du 18 juillet 1911, une proposition de loi tendant à transformer en simple faculté pour les tribunaux, l'obligation imposée à ceux-ci de condamner à tous les dépens, même ceux exposés par la partie publique, la partie civile constituée dans une instance répressive qui avait abouti à un acquittement.

Cette proposition de loi étant devenue caduque par suite de la dissolution en 1912, je crois devoir, avec le concours de quelques-uns de mes honorables collègues, la reproduire devant le Sénat.

J'aime à croire que celui-ci voudra en faire l'objet d'un prompt et bienveillant examen.

CH. MAGNETTE.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 162, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle seront complétés par l'adjonction d'un paragraphe ainsi conçu :

« Selon les circonstances, la partie civile pourra être condamnée à tout ou partie des frais envers la partie publique. »

CH. MAGNETTE.

H. SPEYER.

GOBLET D'ALVIELLA.

EENIG ARTIKEL.

Aan de artikelen 162, 194 en 368 van het Wetboek van Strafvordering wordt eene aanvullende paragraaf toegevoegd, luidende als volgt :

« Volgens de omstandigheden, kan de burgerlijke partij worden verwezen in al de kosten of in een gedeelte der kosten jegens de openbare partij. »

DÉVELOPPEMENTS

(de la proposition de loi du 18 juillet 1911).

Les articles 162, 176, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle sont ainsi conçus :

« ART. 162. — La partie qui succombera sera condamnée aux frais, même envers la partie publique.

» Les dépens seront liquidés par le jugement.

» ART. 176. — Les dispositions des articles précédents sur la solennité de l'instruction, la nature des preuves, la forme, l'authenticité et la signature du jugement définitif, la condamnation aux frais, ainsi que les peines que ces articles prononcent, seront communes aux jugements rendus, sur l'appel, par les tribunaux correctionnels.

» ART. 194. — Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement responsables du délit, ou contre la partie civile, les condamnera aux frais, même envers la partie publique.

» Les frais seront liquidés par le même jugement.

» ART. 368. — L'accusé, ou la partie civile, qui succombera sera condamné aux frais envers l'État et envers l'autre partie. »

L'arrêté royal du 18 juin 1853, portant règlement général sur les frais de justice, reproduit et résume ces dispositions en son article 130 ainsi formulé :

« ART. 130. — Tout jugement ou arrêt de condamnation rendu contre le prévenu ou accusé et contre les personnes civilement responsables du délit, ou contre la partie civile, les condamnera aux frais envers l'État et envers l'autre partie. Les frais seront liquidés par le jugement ou l'arrêt. »

En vertu de ces dispositions, lorsque la partie civile échoue dans son action, elle est condamnée à tous les frais de la poursuite, y compris tous les dépens exposés par le ministère public.

Cette disposition rigoureuse et impérative n'est conforme ni au bon sens ni à l'équité.

Il est incontestable que le législateur a entendu favoriser la constitution des parties civiles, en permettant aux personnes lésées par des infractions d'obtenir une justice expéditive, débarrassée des complications et des lenteurs de la procédure ordinaire.

Or il se conçoit fort bien que l'on hésite à user de ce procédé rapide, à raison des risques vraiment excessifs auxquels il expose ceux qui y ont recours.

Que la personne qui croit avoir subi un préjudice résultant d'une infraction, et qui, à la poursuite exercée par le ministère public, joint sa propre instance, en réparation du dommage éprouvé, se voie laisser à charge, en cas d'acquiescement, les frais qui la concernent, rien de plus légitime. Mais, véritablement, lorsque des poursuites répressives sont intentées par le parquet, lorsque celui-ci, en pleine indépendance et sans contrôle, dirige l'instruction, requiert telles mesures d'investigation qu'il juge bon, si coûteuses qu'elles puissent être; lorsque, au vu des éléments réunis par l'instruction et qui rendent vraisemblables l'existence de l'infraction et son imputabilité à l'inculpé, celui-ci est renvoyé devant la

juridiction de jugement et que devant cette juridiction la partie lésée se constitue partie civile, il est exorbitant que la partie publique, qui échoue, elle aussi, rejette tout le poids des dépens sur la partie civile. Les frais sont faits ; l'intervention de la partie préjudiciée n'y a rien ajouté. Et cependant c'est elle, cette partie lésée, qui déjà ne peut obtenir réparation du préjudice éprouvé, c'est elle qui devra supporter la charge des frais de poursuites, qu'elle n'a pas provoqués, et qui, si elle n'était pas intervenue, seraient demeurés à la charge de l'Etat.

Rien ne peut justifier une règle semblable.

Assurément il peut se produire tels cas où une certaine responsabilité incombera à la partie civile, et où il serait équitable de lui faire supporter tout ou partie des frais ; mais ces cas sont bien rares, et les tribunaux sont armés pour imposer à qui de droit la réparation du dommage causé par l'exercice abusif d'un droit. Aussi, il nous paraît qu'il est très aisé de donner satisfaction à la fois au bon sens, à l'équité et à la nécessité de se prémunir contre les constitutions inconsidérées de parties civiles.

Il suffit, pour atteindre ce but, de transformer en faculté pour les tribunaux ce qui est actuellement pour eux une obligation inéluctable.

Selon les circonstances, les juridictions saisies auraient le pouvoir de mettre à charge de la partie civile la totalité ou telle partie, qu'ils apprécieraient convenir, des frais des poursuites.

Telles sont les modifications simples et rationnelles, réclamées par beaucoup de bons esprits, que nous proposons d'apporter à des dispositions vraiment surannées et illogiques du Code d'instruction criminelle.

En conséquence, les articles ci-dessus reproduits seront modifiés dans les termes suivants :

ARTICLE 162.

« La partie qui succombera sera condamnée aux frais, même envers la partie publique.

» Les dépens seront liquidés par le jugement.

» Selon les circonstances, la partie civile pourra être condamnée à tout ou partie des frais envers la partie publique. »

L'article 176 ne subira aucune modification.

Les articles 194 et 378 seront augmentés d'un alinéa conçu dans les mêmes termes que le § 3 nouveau de l'article 162.

Enfin il appartiendra au Gouvernement de mettre le texte de l'article 130 de son arrêté du 18 juin 1853 en harmonie avec les dispositions nouvelles qui seront adoptées.

CH. MAGNETTE.

(N^o 114.)

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 15 MEI 1914

Wetsvoorstel tot aanvulling van de artikelen 162, 194 en 368 van het Wetboek van Strafvordering, betreffende de verliezende burgerlijke partij.

MIJNE HEEREN,

Met mijnen betreunden collega, den heer Sam Wiener, had ik de eer, ter vergadering van 18 Juli 1911 een wetsvoorstel in te dienen, krachtens hetwelk de rechtbanken voortaan zouden vrij zijn, in plaats van daartoe verplicht te zijn, de burgerlijke partij optredende in eene boetstraffelijke rechtsvordering, die aanleiding geeft tot eene vrijspraak, al of niet te verwijzen in al de kosten, zelfs in de kosten gedaan door de openbare partij.

Daar dit wetsvoorstel is vervallen ten gevolge van de ontbinding der Kamers, in 1912, meen ik het met enkele van mijne geëerde collegas opnieuw te moeten indienen.

Ik koester de hoop dat de Senaat het spoedig en welwillend zal onderzoeken.

CH. MAGNETTE.

WETSVOORSTEL

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 162, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle seront complétés par l'adjonction d'un paragraphe ainsi conçu :

« Selon les circonstances, la partie civile pourra être condamnée à tout ou partie des frais envers la partie publique. »

CH. MAGNETTE.

H. SPEYER.

GOBLET D'ALVIELLA.

EENIG ARTIKEL.

Aan de artikelen 162, 194 en 368 van het Wetboek van Strafvordering wordt eene aanvullende paragraaf toegevoegd, luidende als volgt :

« Volgens de omstandigheden, kan de burgerlijke partij worden verwezen in al de kosten of in een gedeelte der kosten jegens de openbare partij. »

TOELICHTING

(van het wetsvoorstel van 18 Juli 1911).

De artikelen 162, 176, 194 en 368 van het Wetboek van Strafvordering luiden als volgt :

« ART. 162. — De partij, die in het ongelijk wordt gesteld, wordt veroordeeld tot de kosten, zelfs tot die, door de openbare partij gemaakt.

» Het bedrag der kosten wordt bij het vonnis vastgesteld.

» ART. 176. — De bepalingen der voorgaande artikelen ten aanzien der plechtigheid van het onderzoek, den aard der bewijzen, de pleegvormen, de rechtsgeldigheid en de ondertekening van het eindvonnis, de veroordeeling in de kosten, alsmede ten aanzien van de straffen, welke deze artikelen opleggen, zijn van toepassing op de vonnissen, in hooger beroep door de boetstraffelijke rechtbanken gewezen.

» ART. 194. — In geval van veroordeeling, uitgesproken tegen den beklaagde en de aansprakelijke personen, of tegen de burgerlijke partij, wordt de veroordeelde tevens verwezen in de kosten, zelfs ten aanzien van de openbare partij.

» De kosten worden bij hetzelfde vonnis vereffend.

» ART. 368. — De beschuldigde of de burgerlijke partij, die in het ongelijk wordt gesteld, wordt veroordeeld in de kosten jegens den Staat en jegens de andere partij. »

Het koninklijk besluit van 18 Juni 1853, waarbij is bepaald het algemeen reglement betreffende de gerechtskosten, neemt deze bepalingen beknopt over in artikel 130, luidende als volgt :

« ART. 130. — In geval van veroordeeling bij vonnis of arrest, uitgesproken tegen den beklaagde of beschuldigde en de aansprakelijke personen, of tegen de burgerlijke partij, wordt de veroordeelde verwezen in de kosten ten aanzien van den Staat en van de andere partij. Het bedrag der kosten wordt bij het vonnis of het arrest vastgesteld. »

Uit kracht van deze bepalingen, wanneer de eisch der burgerlijke partij wordt afgewezen, wordt deze verwezen in al de kosten der rechtsvervolging, daarin begrepen de kosten gedaan door het openbaar ministerie.

Deze strenge en gebiedende bepaling strookt noch met het gezond verstand, noch met de billijkheid.

Onbetwistbaar is het, dat de wetgever het optreden als burgerlijke partij heeft willen bevorderen, wanneer hij de door wanbedrijven gekrenkte personen de gelegenheid heeft gegeven spoedig recht te bekomen, zonder te zijn gebonden door ingewikkelde en langdurige rechtspleging.

Welnu, het is gemakkelijk te begrijpen, dat men aarzelt van dat doortastend rechtsmiddel gebruik te maken, uit hoofde van de waarlijk buitensporige gevolgen waaraan het degenen blootstelt, die daartoe hunne toevlucht nemen.

Het is maar billijk, dat de persoon die denkt schade te hebben geleden

ten gevolge van een wanbedrijf en die, bij de rechtsvervolging vanwege het openbaar ministerie, zijne eigen vordering, tot vergoeding van de geleden schade, voegt, het is maar billijk dat hij, in geval van vrijspraak, de hem betreffende kosten drage. Doch, waarlijk, wanneer in strafzaken eene rechtsvervolging is ingesteld door het parket; wanneer het parket, handelende met volle onafhankelijkheid en zonder toezicht, het onderzoek leidt, zulke maatregelen tot opsporing eischt als het noodig acht en hoeveel deze ook mogen kosten; wanneer, na inzage van de in het onderzoek verzamelde bescheiden, die het bestaan van het wanbedrijf waarschijnlijk maken, evenals zij het waarschijnlijk maken dat het den beklaagde toerekenbaar is, en deze daarvoor moet verschijnen voor de rechtsmacht van wijzen en wanneer, voor deze rechtsmacht, de benadeelde partij zich burgerlijke partij stelt, is het buitensporig dat de openbare partij, die eveneens in het ongelijk wordt gesteld, al de onkosten doe drukken op de burgerlijke partij. De kosten zijn gedaan. Het optreden van de benadeelde partij heeft ze geenszins verhoogd, en nochtans is het op deze benadeelde partij, die reeds geene vergoeding voor de geleden schade kon verkrijgen, dat de kosten der rechtsvervolging zullen drukken, alhoewel zij deze niet heeft uitgelokt en welke, indien ze niet was opgetreden, ten laste van den Staat zouden gekomen zijn.

Niets kan dergelijken regel rechtvaardigen.

Voorzeker kunnen er zich gevallen voordoen waarin de burgerlijke partij eenigszins verantwoordelijk is en het billijk zou zijn haar al de kosten of een gedeelte der kosten ten laste te leggen. Deze gevallen doen zich echter zeer zelden voor en de rechtbanken zijn gewapend om de vergoeding van de schade, door het misbruik van een recht veroorzaakt, te doen dragen door hem die daarvoor aansprakelijk is. Doch, het schijnt ons toe, dat het zeer gemakkelijk is, het gezond verstand en de billijkheid te bevredigen en tevens de noodzakelijkheid om de onbezonnen aanstellingen als burgerlijke partij te keer te gaan.

Om dat doel te bereiken, is het voldoende tot een recht te maken hetgeen thans eene onvermijdbare verplichting is voor de rechtbanken.

Volgens de omstandigheden, zouden de rechtsmachten, welke over de zaken uitspraak moeten doen, het recht hebben, al de kosten of een gedeelte der kosten, naar goedvinden, ten laste van de burgerlijke partij te leggen.

Dat zijn de eenvoudige en redematige wijzigingen welke wij, en veel helderziende mannen met ons, voorstellen te brengen in waarlijk verouderde en onlogische bepalingen van het Wetboek van Strafvordering.

Bijgevolg zullen de hierboven vermelde artikelen worden gewijzigd als volgt :

« ARTIKEL 162.

» De verliezende partij wordt verwezen in de kosten, zelf jegens de openbare partij.

» Het vonnis stelt het bedrag der onkosten vast.

» Volgens de omstandigheden, kan de burgerlijke partij worden verwezen in al de kosten of in een gedeelte der kosten jegens de openbare partij. »

(4)

Artikel 176 blijft ongewijzigd.

Aan de artikelen 194 en 368 wordt een lid toegevoegd, luidende zooals de nieuwe § 3 van artikel 162.

De Regeering, eindelijk, zal den tekst van artikel 130 van zijn besluit van 18 Juni 1853 in overeenstemming moeten brengen met de nieuwe bepalingen welke men zal aannemen.

CH. MAGNETTE.